



CHAPITRE 229

LOI RELATIVE AUX ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de: *Loi* Titre abrégé.
des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

SECTION I

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A CERTAINES CORPORATIONS

2. Toute compagnie constituée en corporation et existant dans la Grande-Bretagne, comprenant les îles de la Manche et l'île de Man, dans les États-Unis d'Amérique ainsi qu'en Canada, a le droit d'acquérir et de posséder des terres et immeubles en cette province, pour les occuper elle-même ou y poursuivre ses affaires seulement, nonobstant toute loi à ce contraire. S. R. (1909), 6112. Pouvoirs de certaines compagnies d'acquérir propriétés.

3. Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part de la compagnie ou des actionnaires individuellement, ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur, exprimé en conseil, plus de dix acres de terre; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par licence émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle corporation à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos. S.R. (1909), 6113. Pouvoir du lt-gouv. en cons. en certains cas.

SECTION II

DE L'ÉMISSION DE PERMIS RELATIFS A L'ACQUISITION ET A L'ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

4. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête: Pouvoirs accordés par le lt-gouv.

1° D'accorder aux gens de mainmorte et aux corporations dont la capacité est limitée sous ce rapport l'autorisation d'acquérir des immeubles; et

2° D'accorder aux gens de mainmorte l'autorisation d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles dans les cas où cette autorisation est requise. 8 Geo. V, c. 77, s. 1.

Autorisation:
Permis spécial.

5. L'autorisation est accordée au moyen:

1° D'un permis spécial émis à la demande d'une mainmorte ou d'une corporation, lequel confère à la mainmorte ou à la corporation qui en devient porteur la capacité requise relativement à un ou à plusieurs immeubles qui y sont désignés; ou

Permis général.

2° D'un permis général, émis seulement à la demande d'une corporation à fonds social constituée pour des fins commerciales ou autres, lequel confère à la corporation qui en devient porteur la même capacité, relativement aux immeubles, que possède une corporation créée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province. 8. Geo V, c. 77, s. 2.

Contenu de la requête.

6. La requête doit énoncer:

1° Le nom, le mode de constitution en corporation ou l'origine de la corporation, congrégation ou association demandant l'autorisation, les objets pour lesquels elle est constituée, la date de sa charte ou du document qui l'a organisée ou constituée, ainsi que le montant de son capital-actions, s'il en est;

2° S'il s'agit d'un permis spécial, la valeur du ou des immeubles que le requérant se propose d'acquérir, d'aliéner ou d'hypothéquer, suivant le cas;

3° S'il s'agit d'un permis spécial, les fins auxquelles sont destinés les immeubles à acquérir; et, au cas d'aliénation ou d'hypothèque, le motif de l'aliénation ou de la constitution de l'hypothèque. 8 Geo. V, c. 77, s. 3.

Requête transmise au sec. de la prov.

7. La requête est transmise au secrétaire de la province et est accompagnée d'une copie de la charte ou de tout autre document constituant la corporation, congrégation ou association, pourvu que, si copie de cette charte ou de ce document ne peut être produite, les raisons qui rendent cette production impossible soient établies à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil. 8 Geo. V, c. 77, s. 4.

Acquisitions et aliénations valides sous

8. Les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des

gens de mainmorte ou une corporation, avant le 9 février 1918 (date de l'entrée en vigueur de la loi 8 George V, chapitre 77), sans autorisation, dans les cas où l'autorisation était requise, sont valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant ou si le permis général visé par le paragraphe 2° de l'article 5 de la présente loi est émis en vertu des dispositions ci-dessus. (*)

Cette validation n'affecte pas, cependant, les causes pendantes, en ce qui regarde les dépens. 8 Geo. V, c. 77, s. 5. Causas pendantes.

9. Dans le cas où des gens de mainmorte ou une corporation dont la capacité est limitée sous ce rapport, ont acquis un immeuble sans autorisation, de même que, dans le cas de constitution d'hypothèque ou d'aliénation d'un immeuble sans autorisation par des gens de mainmorte, tout acquéreur ou tout créancier hypothécaire, selon le cas, peut bénéficier des dispositions ci-dessus et demander, au nom de la corporation ou des gens de mainmorte, qu'ils soient dissous ou non, le permis spécial que ces derniers ont omis, négligé ou refusé de demander relativement à l'immeuble acquis ou aliéné ou à l'hypothèque constituée. Privilege de l'acquéreur dans certains cas, etc.

Si une corporation ou des gens de mainmorte ont vendu par parties à plusieurs acquéreurs un immeuble acquis sans permis, alors que le permis était nécessaire, tout acquéreur d'une de ces parties peut demander un permis au nom de la corporation ou des gens de mainmorte, qu'ils soient dissous ou non, ratifiant l'acquisition de tout l'immeuble par la corporation ou les gens de mainmorte, et cette ratification vaut pour tous les acquéreurs des autres parties de l'immeuble. Acquisition de certains immeubles, ratifiée.

Ces demandes sont soumises aux formalités énoncées dans les dispositions précédentes, et le permis accordé à la suite de ces demandes a le même effet, à compter de sa date, que celui émis en vertu desdites dispositions précédentes. 8 Geo. V, c. 77, s. 5a; 13 Geo. V, c. 74, s. 1; 15 Geo. V, c. 75, s. 1. Dispositions applicables.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier et abroger des règlements concernant les matières suivantes: Règlements par le lt-gouv. en conseil.

1° Les formules des permis et des requêtes, ainsi que les renseignements et les états qui pourront être requis avant l'octroi des permis; Formules.

(*) NOTE.—Pour prolongation du délai, voir 11 Geo. V, c. 92; 12 Geo. V, c. 89.

2974 Chap. 229 *Corporations et gens de mainmorte*

Tarifs. 2° Les honoraires exigibles sur les requêtes, les permis et les autres procédures auxquelles pourront donner lieu les demandes d'autorisation;

Autres documents, etc. 3° En général tout ce qui pourra être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi. 8 Geo. V, c. 77, s. 6. (*)

(*) O. C., 27 mars 1918, *Gazette officielle*, page 669.